**Modèles de Mise en demeure de l'auteur de la nuisance**

La mise en demeure doit nécessairement mentionner : - les motifs de droit (pouvoirs du maire, articles du Règlement sanitaire départemental constituant l'infraction, lettre de rappel de la réglementation) - les motifs de fait (situation susceptible de porter atteinte à la salubrité publique) - les mesures à prendre pour faire cesser la situation (obligations de résultats et non de moyens) - un délai d'exécution - les sanctions encourues Elle est notifiée au responsable, en recommandé avec avis de réception, sous forme soit de lettre, soit d'arrêté municipal.

**Mise en demeure sous forme de lettre**

Madame, Monsieur,

Par courrier du (date), j'ai attiré votre attention au sujet de (voir modèle de lettre amiable). Depuis cette date, aucune évolution notable n'a été constatée alors que cette situation porte atteinte à la salubrité publique.

 Elle constitue par ailleurs une infraction à l'article (à préciser) du Règlement sanitaire départemental.

Par conséquent, conformément aux pouvoirs qui me sont confiés au titre de l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales, je vous mets en demeure de mettre un terme à cette situation (fixer le ou les délais d'exécution et les mesures que l'intéressé doit mettre en œuvre).

A défaut, je vous informe que vous vous exposez aux poursuites pénales prévues par ce texte (3ème classe des contraventions de police, correspondant à une amende dont le montant unitaire peut atteindre 450 euros), nonobstant les compétences reconnues au juge en matière d'exécution d'office à vos frais. L'absence de mise en œuvre de ces dispositions pourra être constatée par tout officier de police judiciaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de (à compléter) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Comptant sur votre compréhension, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Maire,

Copie pour information à M. Le Commandant de la brigade de gendarmerie ou M. le Commissaire de Police (en fonction de la zone de compétence)

**Mise en demeure sous forme d'arrêté municipal**

Le Maire de la commune de (nom de la commune)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2212-4 ;

Vu le Code de la santé publique, notamment son article L1421-4 relatif au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène ;

Vu le Code pénal ;

Vu l'arrêté préfectoral du (à compléter) modifié portant règlement sanitaire pour le département de(à compléter), notamment son article (à préciser en fonction de la nuisance) ;

Vu le rapport de M. (nom de la personne qui a effectué l'enquête) en date du (date) ;

Considérant qu'il appartient au maire de prendre les mesures appropriées pour préserver la salubrité publique ;

Considérant le courrier du maire du (date du courrier de rappel de la réglementation) rappelant à M. (nom de l'intéressé) l'obligation de (à préciser conformément au contenu du courrier de rappel de la réglementation) ;

Considérant que (exposer la nuisance) porte atteinte à la salubrité publique ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures de police édictées par les circonstances ;

**A R R E T E**

ARTICLE PREMIER - M. (nom) domicilié à (adresse) est mis en demeure de (fixer les mesures que l'intéressé doit instaurer).

ARTICLE 2 - Ces mesures doivent être mises en œuvre dans un délai de (fixer le délai d'exécution) à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 - En cas d'inobservation de ces dispositions, une procédure d'exécution d'office des travaux aux frais de M. (nom) pourra être engagée.

ARTICLE 4 - De même, un procès-verbal pourra être dressé par tout officier de police judiciaire et transmis à Monsieur le procureur de la République.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté sera notifié à M. (nom) par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 6 - le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de (à compléter) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 - M. le Maire de la commune de (nom de la commune), M. Le Commandant de la brigade de gendarmerie ou M. le Commissaire de Police (selon la zone de compétence), tous les officiers de police judiciaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

 Fait à (nom de la commune), le (date),

 Le Maire,